La Lituanie à la croisée des chemins de l'énergie

Description

Depuis son adhésion à l'Union européenne en mai 2004, la Lituanie sait que, le 31 décembre 2009, elle devra fermer le deuxième et dernier bloc d'Ignalina, sa centrale nucléaire. Celle-ci assurait l'approvisionnement d'une grande partie de la Lituanie en énergie électrique bon marché, ainsi que de confortables revenus tirés de l'exportation d'électricité. A partir de 2010, la Lituanie ne va-t-elle pas tomber dans une plus grande dépendance vis-à-vis de la Russie, devant importer encore plus de gaz russe pour faire tourner ses centrales électriques classiques ? Quelles sont les alternatives envisagées à cette dépendance russe ?

Depuis quelques années, les médias lituaniens ne se lassent pas d'annoncer le grand trou noir pour le 1er janvier 2010 : à cette date, la centrale nucléaire[1] balte aura définitivement fermé ses portes et ne produira plus un seul mégawatt. Certains hommes politiques leur emboîtent le pas. Ils initient tout aussi régulièrement des projets de loi destinés à prolonger la vie de la centrale ou des missions, comme celle d'Aleksandras Abisala, délégué par l'ancien Premier ministre Gediminas Kirkilas de février à octobre 2008 pour convaincre l'Union européenne d'accorder un report de la fermeture d'Ignalina. En vain.

Du côté du ministère de l'Energie et des spécialistes de l'énergie, le discours est tout autre: la Lituanie aura les capacités nécessaires à produire l'électricité dont elle a besoin. Le pays consomme environ 9 milliards de Kw/h chaque année. C'est à la centrale électrique d'Elektrenai, d'ailleurs couramment appelée « centrale électrique de Lituanie », que reviendra la tâche de combler le manque provoqué par la fermeture d'Ignalina[2].

Toutefois, Romas Svedas, le vice-ministre de l'Energie, note que : « *Nous ne faisons pas encore partie de l'Union européenne en ce qui concerne l'énergie* ». Le problème est d'ailleurs particulièrement complexe: les réseaux électriques lituaniens[3] sont en effet encore reliés au réseau électrique russe, héritage de la période communiste et, avec la fermeture de la centrale nucléaire, l'approvisionnement des centrales électriques du pays se fera en gaz russe. Le pays aura donc doublement le couteau sous la gorge en cas de conflit avec la Russie.

Le voyage du gaz russe vers la Lituanie

En 2008, la Lituanie a importé 3,1 milliards de m^3 de gaz naturel[4]. Du gaz russe principalement puisque les deux plus grandes compagnies importatrices de gaz sont Lietuvos dujos (Gaz de Lituanie) et Dujotekana, toutes deux liées au géant russe Gazprom. La société russe est l'actionnaire principal de Lietuvos dujos. Dujotekana, de son côté, a été fondée en 2001 au moment de la privatisation du secteur gazier, et s'est engagée, dans le cadre d'un contrat de long terme avec Gazprom, à fournir du gaz à la Lituanie jusqu'en 2012. Une majorité de ses actions sont détenues par le monopole russe. Comme le note la grande banque lituanienne DnB Nord dans son rapport sur les perspectives économiques pour 2009, « *La dépendance à un unique fournisseur ne permet pas d'espérer quelconques concessions de la part de Gazprom et cela pourrait même signifier une possible pénurie de gaz dans le futur* »[5].

Entre 2001 et 2008, années pendant lesquelles les sociaux-démocrates lituaniens (ex-communistes) étaient au pouvoir, les médias locaux et la société civile ont régulièrement dénoncé l'influence grandissante du géant russe du gaz sur la politique lituanienne, *via* des financements occultes et des pressions sur les partis politiques. Ainsi, la marge autorisée à Dujotekana sur le prix du gaz est de 17 %. Cela est devenu évident lorsque, à l'initiative de Gediminas Kirkilas, alors Premier ministre, le Parlement a été amené à étudier un nouvel amendement à la loi sur la suppression de la limitation du prix du gaz : il aurait été bénéfique à Dujotekana, mais a finalement été rejeté par les députés.

Gazprom ne s'en tient pas là, détenant 99,5 % des actions de Kauno termofikacine elektrine, la centrale qui assure la fourniture en chauffage de la deuxième ville du pays, Kaunas.

Issues de secours

Pour parer à cette chronique d'une dépendance annoncée, la Lituanie a fait de sa connexion au réseau électrique européen sa priorité[6]. Pourtant, même si cette future dépendance est connue depuis les négociations d'adhésion à l'Union européenne en 2002, les projets n'ont réellement avancé que très récemment. Certains facteurs, comme la flambée du prix du pétrole ces dernières années, et donc la hausse du prix du gaz, ont sorti la Lituanie de sa léthargie et l'ont forcée à trouver de nouvelles options pour diversifier ses approvisionnements. La dépendance au gaz russe aura un coût pour le consommateur: selon certains experts, le prix du Kw/h pourrait passer de 35 centimes de litas (soit 10 centimes d'euros) actuellement à 55 centimes (15 centimes d'euros) dès le début de l'année 2010. Sans parler du coût écologique, puisque les émissions de CO_2 augmenteront, elles aussi, significativement.

Dès la fermeture de la centrale nucléaire, le 1er janvier 2010, la Lituanie devra importer 35 % de sa consommation d'électricité. Pour y faire face au plus vite, elle multiplie les contacts et les négociations, afin de signer des accords de fourniture. Ainsi, la compagnie estonienne d'électricité a conclu un contrat de vente d'électricité avec la Lituanie; l'Ukraine s'est également dite prête à approvisionner la Lituanie en électricité, *via* la Biélorussie, comme l'a assuré le Président Viktor Iouchtchenko tout récemment à son homologue lituanien, prêt à signer le contrat dès que possible.

Divers projets

L'une des priorités retenues est donc de créer avec les deux pays voisins, la Lettonie et l'Estonie, un véritable marché de l'énergie, sur le modèle de celui fonctionnant dans les pays scandinaves, le Nordpool[7].

Par ailleurs, la Suède a manifesté son intérêt pour ce projet et s'est accordée avec la Lituanie et la Lettonie, au printemps 2009, sur la construction d'un câble électrique sous-marin en mer Baltique, entre les côtes lituanienne et suédoise. Un projet qui a été reconnu comme prioritaire par l'Union européenne et qui sera financé par Bruxelles à hauteur de 175 millions d'euros (pour un coût total compris entre 500 et 700 millions d'euros selon des évaluations préliminaires).

En outre, afin d'être reliée au réseau électrique de l'Europe continentale, l'UCTE (Union pour la coordination de la transmission d'électricité), la Lituanie doit créer un pont électrique avec la Pologne. Après une décennie au point mort, les négociations en ce sens ont récemment démarré entre Polonais et Lituaniens et une société commune aux deux pays a été chargée de l'étude de ce projet.

Une nouvelle centrale nucléaire

Le consensus règne en Lituanie: le projet de nouvelle centrale électrique nucléaire est l'unique moyen pour le pays de sortir de cette dépendance après 2010. La nouvelle centrale devrait être construite juste à côté de celle d'Ignalina. Trois partenaires -la Lettonie, l'Estonie et la Pologne- devraient participer à la construction. Réunis le 8 décembre 2006, les trois Premiers ministres baltes s'étaient mis d'accord pour inviter la Pologne à s'associer à eux. Depuis, le projet n'a pas bougé d'un pouce, la Lituanie s'est perdue dans d'âpres discussions sur la manière de procéder à la construction de cette centrale (quelle société doit la construire ? Quel consortium doit être mis en place ?) et l'exaspération de la Lettonie et de l'Estonie provoquée par la lenteur de la mise en route de ce projet est à son comble.

LEO LT, le consortium national formé le 20 mai 2008 par la Lituanie dans le but de construire la centrale, sera prochainement démantelé, pour des raisons essentiellement politiques. Le manque de transparence qui a accompagné sa création (voulue par les sociaux-démocrates alors au pouvoir), et les protestations de la société civile qui s'en sont suivies, ont convaincu Andrius Kubilius nommé fin 2008, suite à de nouvelles élections législatives de procéder au démantèlement du consortium. Preuve, s'il en faut, de l'importance de la question énergétique dans le pays, le gouvernement d'Andrius Kubilius a créé un tout nouveau ministère de l'Energie, qui a d'emblée annoncé la volonté de la Lituanie de faire appel à de grandes compagnies étrangères d'électricité pour construire la nouvelle centrale. Un modèle économique doit être présenté aux partenaires dans le courant de l'automne 2009 et l'appel d'offre pour la construction

pourrait intervenir dès le début de l'année 2010.

Pourtant, dès que les choses se sont mises à bouger, Dalia Grybauskaite, la nouvelle présidente lituanienne en poste depuis le 12 juillet 2009, a troublé toutes les parties impliquées dans le processus de la centrale en déclarant, lors d'une conférence de presse, que « *la Lituanie devait revoir sa stratégie pour savoir où investir : dans l'énergie éolienne, géothermique, l'incinération des déchets, l'énergie nucléaire ou dans l'ensemble de ces domaines simultanément* », tout en précisant que « *l'énergie nucléaire a un caractère géopolitique* »[8].

La Présidente a touché du doigt l'un des points faibles de la Lituanie, à savoir son maigre investissement dans les énergies renouvelables. En 2007, seulement 4,6 % de l'énergie produite provenait de sources renouvelables, en grande partie de l'énergie hydro-électrique. Conforme aux engagements pris par l'UE en la matière, le pays affiche l'objectif ambitieux de voir 23 % de son énergie produite dès 2020 grâce aux sources renouvelables. Un projet qui, à beaucoup, semble totalement irréaliste. Dans toutes les stratégies du nouveau ministère de l'Energie, la nécessité d'accroître la part des énergies renouvelables est mentionnée. Pour autant, il n'est jamais précisé comment, concrètement, mettre en œuvre cette volonté.

[1] Le 31 décembre 1983, le premier bloc de la centrale nucléaire d'Ignalina a été mis en service. Le second bloc, le seul en service aujourd'hui, a une puissance de 1 300 MW. Du même type que la centrale de Tchernobyl RBMK qui a explosé en 1986, Ignalina a bénéficié de 300 millions d'euros qui ont été investis dans sa sécurité après 1990.
[2] La centrale d'Elektrenai, située entre Vilnius et Kaunas, sera agrandie dans les prochaines années. Les Espagnols de IBERDROLA Ingenieria y Construccion ont signé un accord en avril 2009 avec la centrale pour la construction d'un nouveau bloc de 400 MW.
[3] Un câble électrique sous-marin d'une puissance de 350 MW, Estlink, relie depuis l'automne 2006 la Finlande à l'Estonie. Lituaniens et Estoniens ont pris part à ce projet, à hauteur de 25 % de sa valeur chacun. Actuellement, la Lituanie est reliée à l'Europe de l'électricité par cet unique câble.
[4] Rapport annuel de Lietuvos dujos (Gaz de Lituanie).
[5] De nombreux experts prédisent dans les années à venir un appauvrissement des ressources en gaz de la Russie qui ne consacre pas suffisamment d'argent à l'amélioration des exploitations et à la recherche de nouveaux gisements.
[6] Toutefois, le rattachement total de la Lituanie au système continental (UCTE) signifierait également le rattachement de la région de Kaliningrad à ce système européen, car les lignes électriques de l'enclave russe sont intégrées à celles de la Lituanie.
[7] Nordpool est une bourse d'échanges entre les acteurs du marché de l'électricité dans les pays scandinaves et nordiques. www.nordpool.com
[8] La Biélorussie envisage de construire une centrale nucléaire, tout comme la Russie dans la région de Kaliningrad ou encore, à plus long terme, la Pologne. Même l'Estonie s'interroge régulièrement sur l'opportunité pour elle également de se doter d'une telle centrale.

* Marielle VITUREAU est correspondante de RFI dans les Etats baltes

Photo : www.iae.lt

Retour en haut de page

date créée
01/10/2009
Champs de Méta
Auteur-article : Marielle VITUREAU*